

demain le monde

n° 2 – juillet/août 2010

dossier

actu
Gaza,
un blocus sous
haute tension
reportage
Le lithium
par et pour
les Boliviens
introspectus
Les bons...
et les truands

La Belgique, présidente d'une Europe en crise



02
sommaire

dlm

demain le monde

n° 2 – juillet/août 2010

Directeur de rédaction

Arnaud Zacharie

Rédacteur en chef

Frédéric Lévéque

Secrétaire de rédaction

Marie-Suzanne Beauvois

Autres membres de la rédaction

Rabab Khairy, Nicolas Van Nuffel,
Alexandre Seron

Ont aussi participé à ce numéro

Véronique Rigot, Stiki,
Gérard Manraison, Nicole Seeck,
Hernando Calvo Ospina, David Baché,
Stéphane Desgain, Arnaud Ghys,
Chafik Allal, Titom.

Graphisme

Dominique Hambye, Élise Debouny

Impression

Kliemo – Eupen

Imprimé à 7 000 exemplaires
sur papier recyclé

Photo de couverture

Sculptures dans le quartier européen
de Bruxelles © Frédéric Lévéque 2009

dlm est le supplément
«développement» du magazine
Imagine demain le monde.
Pour le recevoir, abonnez-vous !
www.imagine-magazine.com
www.cncd.be/dlm

Contact

dlm@cncd.be – 02 250 12 51

CNCD 11.11.11
UN COMBAT DE PLEINS DROITS

 COMMUNAUTÉ
FRANÇAISE
DE BELGIQUE

AVEC LE SUPPORT DE
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT

.be

03

édito

Crise en Europe : les leçons du tiers-monde

par ARNAUD ZACHARIE

04

actu

Colombie : fin de mandat sur fond de scandales pour Uribe

Par FRÉDÉRIC LÉVÈQUE

06

reportage

Le lithium : par et pour les Boliviens

par DAVID BACHÉ

09

actu

Gaza : un blocus sous haute tension

par RABAB KHAIRY

10

dossier

La Belgique, présidente d'une Europe en crise

Présidence belge : que va-t-on présider ?

par NICOLAS VAN NUSSLER

L'Europe, un nain géopolitique ?

par ARNAUD ZACHARIE

**La PAC, de moins en moins politique,
de moins en moins commune...**

par STÉPHANE DESGAIN

**Le dessert de la Présidence belge :
un mille-feuille de complexité au coulis climatique**

par VÉRONIQUE RIGOT

18

projet 11.11.11

Palestine : se construire une vie décente malgré l'occupation

par FRÉDÉRIC LÉVÈQUE

20

introspectus

Les bons... et les truands

par CHAFIK ALLAL

23

pas au sud, complètement à l'ouest

« Nous sommes tous partenaires »

par GÉRARD MANRÉSON

24

éducation au développement

Le monde en classe

« UN ÉTAT SURENDETTÉ
NE PEUT SORTIR DE LA CRISE
SANS UNE RESTRUCTURATION
DE SA DETTE »

ARNAUD ZACHARIE
secrétaire général du CNCD-11.11.11

Crise en Europe : les leçons du tiers-monde

La Belgique hérite de la présidence tournante de l'Union européenne (UE) au second semestre 2010, alors que l'Europe connaît une des crises les plus profondes de son histoire contemporaine. Une nouvelle vague de la crise financière internationale a frappé de plein fouet l'UE suite à la dégradation des comptes grecs et, plus généralement, de l'augmentation brutale de l'endettement public des États, contraints en 2008-2009 d'opérer de coûteux plans de sauvetage des banques et de relance de l'économie. Les attaques spéculatives qui en ont découlé ont révélé les contradictions de la zone euro et poussé les pays européens à concocter le 10 mai 2009 un nouveau plan de sauvetage de 750 milliards d'euros. En contrepartie, ils ont annoncé, les uns après les autres, de douloureux plans d'austérité. Comme les pays en développement avant eux, les pays européens se retrouvent condamnés à des programmes de consolidation budgétaire pour épouser leurs dettes. Or deux leçons majeures doivent être tirées de l'expérience des pays en développement.

La première leçon est qu'il ne suffit pas de couper dans les dépenses pour résorber son endettement. En effet, ceux qui pensent qu'une réduction des dépenses publiques de 1% du PIB implique automatiquement une réduction du déficit public de 1% du PIB sont dangereusement optimistes. La réduction du déficit public dépend également des recettes et donc de l'activité économique, alors que cette dernière ne peut survenir dans un contexte d'austérité généralisée. Les plans d'ajustement structurel appliqués suite à la crise de la dette du tiers-monde du début des années 1980 ont ainsi débouché sur une « décennie perdue » en Amérique latine, la récession débouchant sur une diminution des recettes et une augmentation de la dette.

La deuxième leçon est qu'un État surendetté ne peut sortir de la crise sans une restructuration de sa dette, c'est-à-dire un rééchelonnement et une annulation partielle. En Europe, la Grèce semble dans une situation similaire à celle qu'a connue l'Argentine dans les années 1990, avec une monnaie surévaluée (le peso étant arrimé au dollar) débouchant sur un endettement croissant et sur un défaut de paiement. Certes, la Grèce a bénéficié du plan de sauvetage de l'UE et du Fonds

monétaire international (FMI), contrairement à l'Argentine qui s'était vu refuser tout financement en décembre 2001, ce qui l'avait poussé à faire défaut sur sa dette. Mais on n'a seulement gagné du temps : lorsque la Grèce aura utilisé tous les fonds du plan de sauvetage et qu'elle devra de nouveau emprunter sur les marchés financiers, le problème ressurgira.

La récession promise par le plan d'austérité grec ne permettra sans doute pas de réduire le déficit public dans les proportions espérées. Or si l'Argentine a pu sortir de la crise et relancer l'activité économique de manière vigoureuse, c'est parce qu'elle a dévalué sa monnaie et négocié la restructuration de sa dette, qui est passée de 150% à 75% du PIB entre 2001 et 2005. La Grèce ne pouvant pas dévaluer (bien que la baisse de l'euro au printemps 2010 soit de bon augure pour elle), elle aura d'autant besoin d'une restructuration de sa dette. D'autres pays européens peuvent se retrouver dans la même situation. C'est ainsi que la création d'un mécanisme de restructuration de la dette, évoqué il y a dix ans suite aux crises financières dans les pays en développement, se révèle désormais urgente en Europe.



Colombie Fin de mandat sur fond de scandales pour Uribe

FRÉDÉRIC LÉVÈQUE
CNCD-11.11.11

Le DAS, le service de renseignement colombien, est au cœur d'un scandale, en Colombie et à l'étranger. Les révélations se succèdent faisant état de ses opérations pour persécuter critiques et opposants. Pour nous éclairer, nous avons rencontré le journaliste Hernando Calvo Ospina.



Fin mai, le magazine MO révélait que le service de renseignement colombien, le Département administratif de sécurité (DAS), avait mené des opérations d'espionnage d'institutions européennes et d'ONG en Belgique, en prévision notamment de la signature d'un accord de libre-échange entre l'UE et la Colombie. Ces révélations émanent de la Justice colombienne à la suite d'une perquisition dans les bureaux du DAS et la découverte de dossiers faisant état de ses opérations secrètes. Ces dernières, menées depuis 2005, font partie d'une stratégie plus globale de persécution de toutes les voix critiques du pouvoir colombien. Le scandale a atteint une telle dimension qu'il a poussé l'influent directeur de l'information de RCN-Radio, Juan Gossain, à se faire accusateur: « Nous, Colombiens, avons le droit de savoir qui a essayé de transformer le pays en un État de policiers et de terroristes d'État. (...) Qui a conçu le plan macabre consistant à persécuter les

opposants, réels ou imaginaires, comme s'ils étaient des délinquants ? (...) Il n'y a que les bandits pour agir ainsi : persécuter les autres, poser des bombes pour faire croire que c'est l'œuvre de l'opposition... (...) ».

Pour nous expliquer la situation, nous avons rencontré Hernando Calvo Ospina, journaliste colombien résidant à Paris et collaborateur du Monde diplomatique. Il nous livre son analyse sur ce scandale et dresse un rapide bilan des deux législatures (2002 à 2010) du président Alvaro Uribe.

Qu'est-ce que le DAS ?

Hernando Calvo Ospina : Le DAS est la principale agence de renseignement colombienne. Elle dépend directement de la présidence de la République. C'est la police politique pour la sécurité intérieure et extérieure. On estime aujourd'hui qu'elle compte environ 7 000 hommes.

En quoi consiste le scandale qui touche cette institution ?

Plusieurs médias colombiens influents ébruitent depuis des années des informations comme quoi le DAS avait l'ordre de mener des opérations de « guerre sale » : espionnage, faux attentats attribués à la guérilla, campagne de discrédit, menaces, etc. contre des opposants politiques, des journalistes critiques, des mouvements sociaux. On a ainsi reçu la confirmation de ce que les défenseurs des droits humains dénonçaient depuis longtemps : que de hauts responsables du DAS allaient jusqu'à charger des chefs paramilitaires – les milices d'extrême droite chargées d'exécuter la sale besogne de l'armée – d'assassiner des opposants. Pire, nombre d'opérations ont été financées par l'argent de la drogue.

Uribe a pourtant officiellement organisé la démobilisation de ces milices paramilitaires, principales responsables des violations des droits humains...

Il n'y a pas eu de démobilisation en tant que telle. On a assisté à une réorganisation et au déplacement des structures paramilitaires vers différentes parties du pays, en particulier à la frontière avec le Venezuela. Les paramilitaires n'exécutent pas seulement la sale besogne de l'armée mais sont aussi chargés de repeupler les zones qu'ils ont « nettoyées » des opposants. C'est un modèle amélioré de ce qui a déjà été réalisé par les États-Unis au Vietnam ou au Guatemala.

Les défenseurs des droits humains, des ONG, des journalistes critiques ont été plusieurs fois accusés par le pouvoir colombien d'être les alliés objectifs du « terrorisme », c'est-à-dire des guérillas. Quand le gouvernement les prend ainsi pour cible, quelles en sont les conséquences ? En Colombie, quand un citoyen est désigné comme un allié ou membre des guérillas par un représentant de l'État, on utilise la terrible et célèbre phrase : « Me colgaron la lápida », « On m'a pendu une pierre tombale autour du cou ». Il est alors « normal » qu'il soit assassiné ou « disparu » par des inconnus quelques jours plus tard.

Le président sortant semble être très populaire. Comment peut-on expliquer cette popularité qui ne semble pas être affectée par ses liens avec les paramilitaires ou l'arrestation de dizaines de députés de son camp ? On ne peut nier que le président a eu une forte popularité au sein des classes moyennes urbaines, une popularité qui a été renforcée par toute une stratégie communicationnelle et médiatique. Il faut toutefois rappeler que des enquêtes indépendantes et officielles ont démontré que le président sortant a eu recours à la corruption et s'est appuyé sur les paramilitaires qui ont obligé des populations sous leur contrôle à voter pour lui.

Les ONG ne sont donc pas trop critiques ou en décalage avec la population colombienne qui va probablement réélire son successeur désigné, Juan Manuel Santos ?

Non, les ONG ont raison de dénoncer ce gouvernement. Aucun autre n'a autant ensanglanté le pays en essayant d'affaiblir la base sociale de la guérilla mais aussi en expulsant les populations de régions où des entreprises multinationales ont des intérêts. Comme avec les gouvernements antérieurs, ce sont les guérilleros qui ont été les moins affectés par le terrorisme d'État ces dernières années.

Le thème du conflit interne avec les guérillas n'a pas semblé être un enjeu dans la récente campagne électorale. Il y a comme une atmosphère de post-conflit. S'il n'est pas venu à bout des insurgés, Uribe les a au moins affaiblis ?

Il a certainement porté des coups durs à la guérilla¹, mais pas au niveau stratégique. Ses succès sont dus à l'énorme appui militaire et technologique des États-Unis et d'Israël. Il y a quelques semaines, dans son rapport annuel, la Croix-Rouge internationale a affirmé que la guérilla continuait à être présente sur le terrain et à avoir du pouvoir, et qu'elle avait adapté sa stratégie militaire. Les insurgés continuent à être actifs et à bénéficier d'un appui populaire. Que cela nous plaise ou non, et du fait de la violence contre l'opposition légale, ils sont la seule force à même de pousser le gouvernement à une table de négociations où l'on puisse discuter des changements dont a besoin le pays pour sortir de la pauvreté et de la violence politique. Il est urgent d'appuyer une solution négociée à ce long conflit, celui-là même qui a déjà débordé les frontières.

1/ Pour rappel, l'armée a bombardé un campement des FARC situé à la frontière entre la Colombie et l'Équateur en 2008, tuant entre autres le n°2 de la guérilla. Le pouvoir colombien a également réussi quelques mois plus tard à libérer la très médiatisée Ingrid Betancourt, détenue par les FARC depuis 6 ans.

Développer le commerce à quel prix ?

Au cours du dernier sommet entre l'UE et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, en mai dernier à Madrid, la Colombie est repartie avec un accord commercial en poche, et ce malgré les critiques de nombreux parlementaires et d'organisations sociales.

La Colombie est en effet un des pays d'Amérique latine où l'on recense le plus de violations des droits humains. Pour ne citer qu'un exemple, 60% des assassinats de syndicalistes dans le monde sont perpétrés sur son territoire (2 742 assassinats depuis 1986 et un taux d'impunité de plus de 95%) ! Or, la Colombie a obtenu dans les négociations de l'accord une diminution des contraintes sociales et environnementales par rapport aux traités précédents, ce qui signifie que le ratifier – on en est au stade du paraphe – reviendrait à diminuer les exigences de l'UE vis-à-vis de ce pays.

De passage à Bruxelles en mars 2010, le président de l'Organisation indigène de Colombie (ONIC), Luis Arias, nous confiait sans ambages : « On peut se demander pourquoi l'UE, qui se targue d'être un grand défenseur des droits de l'Homme dans le monde, n'a pas profité de ces accords commerciaux pour poser ses conditions en cette matière. En effet, même les États-Unis ont récemment gelé des accords de libre-échange avec la Colombie, exigeant une amélioration préalable de la situation en termes de droits humains. Malheureusement, il semblerait que d'autres intérêts se soient imposés, accélérant les négociations en cours. »

La Colombie n'est qu'un exemple parmi d'autres, mais il est symbolique. D'autant que la Belgique a récemment refusé de ratifier, à travers la décision de deux de ses régions, un accord sur les investissements avec celle-ci. Pour la raison qu'il ne contenait pas les garanties suffisantes en matière de respect des normes sociales et environnementales.



© Luis Gomez 2009

DAVID BACHÉ
Journaliste indépendant

Le lithium : par et pour les Boliviens

La Bolivie possède le plus important gisement de lithium du monde. Utilisé pour la fabrication de batteries, ce métal est convoité par des multinationales du monde entier. Pour le gouvernement bolivien, l'exploitation de cette ressource stratégique doit rester intégralement publique.

«Toutes nos richesses n'ont jamais servi qu'à nous rendre plus pauvres. Il ne s'est jamais agi que de pillage, et nous ne voulons pas que l'histoire se répète. Les entreprises, les monopoles... moi je préfère qu'on fasse ça nous-mêmes.» Marcelo Castro est le directeur de l'usine pilote de Rio Grande, en Bolivie. Cette usine, dont la construction doit être achevée en mai prochain, sera la première à produire du carbonate de lithium bolivien. Et c'est la Comibol, la coopérative minière bolivienne, une entreprise 100% publique, qui la gère.

Uyuni. Le plus grand désert de sel du monde, 12 000 km², perché à plus de 3 600 mètres, dans les Andes boliviennes. Sous cet ancien lac se trouvent les plus grandes réserves de lithium jamais découvertes. Selon les autorités boliviennes, le gisement dépasserait les cent millions de tonnes, représentant plus de 70% des réserves mondiales. Sous le désert de sel, la richesse : malgré une légère baisse ces derniers mois, le cours du lithium a presque été multiplié par dix au cours des cinq dernières années. C'est que ce métal mou et léger est le conducteur d'énergie de demain. Déjà utilisé pour la fabrication de batteries de téléphones portables ou d'ordinateurs, il est aujourd'hui convoité par les constructeurs automobiles, pour alimenter leurs futures «voitures propres».

Dans les mains de l'État

«Plusieurs entreprises, plusieurs pays, ont fait des propositions pour le contrôle et l'exploitation du désert de sel, explique Guillaume Roelants, à la

«LE COURS DU LITHIUM A PRESQUE ÉTÉ MULTIPLIÉ PAR DIX AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES»

tête du comité scientifique du ministère bolivien des Mines. Elles ont toutes été refusées. Tout ce qui concerne l'exploitation du lithium se fera entièrement par l'État bolivien, qui contrôle la commercialisation de ses ressources.» La Bolivie entend produire seule le carbonate de lithium, issu du retraitement des saumures présentes dans le désert de sel d'Uyuni. C'est à cela que servira son usine de Rio Grande. «Il est important que le maximum de bénéfices aille directement dans les mains de l'État et de la région d'Uyuni», assène Guillaume Roelants, qui assure que la Bolivie dispose des fonds et des capacités techniques nécessaires pour mener à bien cette exploitation.





« TOUS VOULAIENT UN SIMPLE ACCÈS À LA MATIÈRE PREMIÈRE, TOUS ONT Dû SE PLIER À L'IMPÉRATIF ÉDICTÉ PAR LE PRÉSIDENT BOLIVIEN »

Bolivie ne peut pas suivre. Aussi recherche-t-elle des « partenaires ». Plusieurs groupes se sont déjà montré intéressés : les japonais Mitsubishi et Sumitomo, le sud-coréen LG, le brésilien Vale ou encore le français Bolloré. Tous voulaient un simple accès à la matière première, tous ont dû se plier à l'impératif édicté par le président bolivien Evo Morales : industrialiser le pays. « Initialement, on ne prévoyait pas de construire des batteries sur place, avoue Thierry Marraud, directeur central du groupe Bolloré. C'est une exigence d'Evo Morales, on a accepté de l'étudier. Pour nous, l'important, c'était de trouver une filière d'approvisionnement. On a étudié les possibilités, ça fait partie des négociations. »¹ La Bolivie n'a encore répondu à aucun des prétendants.

Du côté d'Uyuni, cette perspective fait encore grincer quelques dents. Elio Calisaria est un représentant de la Fructas, la fédération régionale des travailleurs paysans de l'Altiplano sud. Cette organisation surveille de près l'exploitation du désert de sel. Au début des années 90, elle est même parvenue à faire expulser une entreprise américaine à laquelle le gouvernement s'apprêtait à accorder un contrat exclusif pour un niveau de royalties dérisoire. Aujourd'hui, la Fructas soutient le projet... mais voudrait se passer totalement des multinationales. « Elles n'ont jamais laissé aucun bénéfice dans le pays, et encore moins contribué à son développement, s'agace Elio Calisaria. Le gouvernement veut prendre des partenaires, mais là-dessus, nous allons exprimer très clairement notre désaccord. »

Le traumatisme du saccage

Une position de principe qu'explique l'histoire du pays. « La Bolivie vit avec le traumatisme des ressources naturelles saccagées par des pays étrangers, analyse Hervé do Alto, politologue à La Paz. Ça a été le cas des mines de divers minéraux comme l'étain et des hydrocarbures. La Bolivie vit avec l'idée que si le pays n'avait pas été privé d'exploiter lui-même ses ressources, il ne serait pas le même. » Car elle possède les deuxièmes réserves de gaz naturel du continent, exporte des minéraux et du pétrole... mais demeure le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud.

Pourtant, les choses changent. Arrivé au pouvoir en 2006, le président Morales entame un processus de réappropriation des ressources. Il nationalise les hydrocarbures,

1/ Depuis, le groupe a présenté une nouvelle offre à 515 millions de dollars, qui prévoit notamment la construction d'une usine de batteries ainsi qu'un volet de formation pour les techniciens boliviens.



et la nouvelle constitution approuvée par référendum en janvier 2009 proclame les ressources naturelles « propriété du peuple bolivien », entièrement administrée par l’État « en fonction de l’intérêt commun ». Les ressources naturelles sont perçues comme le fondement de l’État providence. Ainsi, c’est la nationalisation des hydrocarbures qui a permis de financer l’essentiel des mesures sociales mises en place par le président depuis son accession au pouvoir. Dans les douze mois qui ont suivi la renégociation des contrats pétroliers et gaziers, les ressources fiscales du pays sont passées de 680 à 1600 millions de dollars. Une manne qui a permis la mise en place d’un plan d’alphabétisation, la construction de centres de santé gratuits, le versement d’aides directes pour lutter contre la désertion scolaire et pour aider les femmes enceintes ou encore la création d’une retraite universelle. Dans son étude sur les Perspectives économiques des Amériques 2009, publiée en octobre dernier, le Fonds monétaire international lui-même, avec lequel la Bolivie n’est pourtant pas en très bons termes, salue les programmes sociaux mis en œuvre par le gouvernement bolivien et reconnaît que « la Bolivie a mené une politique économique adéquate ».

Aussi le lithium d’Uyuni soulève-t-il de nombreux espoirs. À condition, rappelle Marcelo Castro, le directeur de l’usine-pilote, de ne pas se laisser faire : « Avant, le pays offrait ses ressources naturelles et cela paraissait normal, il ne s’industrialisait pas et cela paraissait normal. Avec l’industrialisation du lithium, nous allons changer cette mentalité ».

Cet article a été publié dans *Altermondes* (www.altermondes.org/), hors-série n°9, mars 2010.

Trois questions à... Hervé do Alto, politologue à La Paz

Le président Morales parle de l’exploitation du lithium comme d’un projet stratégique pour l’État bolivien. Êtes-vous d’accord ?

Hervé do Alto : L’enjeu pour Evo Morales, c’est de montrer qu’on peut exploiter les ressources naturelles d’une manière totalement différente de ce qu’avaient fait les néolibéraux [entre 1985 et 2005, ndlr]. C’est-à-dire le faire sous l’égide de l’État, avec l’accord des populations locales et au bénéfice de l’ensemble de la population. Le lithium apparaissant, après le gaz et le pétrole, comme une nouvelle manne pour booster le développement de la Bolivie, c’est un enjeu pour Morales de communiquer sur le sujet pour montrer que cela va permettre un développement endogène du pays. Avec des partenaires privés, certes, mais qui seront soumis aux règles fixées par l’État bolivien.

L’État a-t-il les capacités de ses ambitions ?

La Bolivie est un État post-libéral réduit à peau de chagrin, notamment parce qu’il manque de techniciens. Lorsque Morales a voulu reconstruire YPFB, l’entreprise nationale des hydrocarbures, sa première difficulté a été le manque de spécialistes qui puissent donner à YPFB la capacité de regarder ses interlocuteurs internationaux les yeux dans les yeux. C’est un peu la même difficulté qui va se poser avec le lithium : structurellement, la Bolivie n’a pas la capacité d’imposer les termes de la négociation. La position de force de Morales, c’est d’être souverain et de choisir le plus offrant.

« LE CONCEPT DE NATIONALISATION A PRIS UNE DIMENSION MYSTIQUE »

Les nationalisations améliorent-elles vraiment la vie des Boliviens ?

Le concept de nationalisation a pris une dimension mystique, magique : nationaliser règle tous les problèmes. Mais sur le cas de la nationalisation d’Aguas del Illimani, à El Alto, par exemple, le succès est relatif. Globalement, la situation s’est un peu améliorée mais fondamentalement, on ne change pas des méthodes de management du passé, on n’assiste pas à des baisses très significatives du prix de l’eau et la plupart des usagers n’ont pas la perception d’avoir affaire à une entreprise différente.

PROPOS RECUEILLIS PAR D.B.



© Jonathan McIntosh 2009

RABAB KHAIRY
Chargée du dossier Moyen-Orient
& Afrique du Nord, CNCD-11.11.11

© Jan Stangen 2010



Un blocus Gaza sous haute tension

Le 31 mai, la « Flottille de la liberté », un convoi humanitaire à destination de la population de Gaza, était attaquée mortellement par l'armée israélienne. Rabab Khairy revient sur cette tragédie.

Le blocus de la bande de Gaza, mis en place par Israël de façon drastique depuis juin 2007¹ a connu un nouvel épisode tragique ce 31 mai dans la nuit. Personne n'imaginait en effet que la « Flottille de la liberté », convoi humanitaire à destination de la population de Gaza, puisse être attaquée de façon aussi violente par l'armée israélienne. Bilan : neuf morts et une cinquantaine de blessés.

Rappelons tout d'abord que le blocus de Gaza est illégal au regard du droit international, car il constitue une punition collective à l'égard de la population palestinienne. Bien d'autres mesures pourraient être adoptées par Israël pour assurer sa sécurité tout en préservant le bien-être de la population civile de Gaza. Le 8 janvier 2009, une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies a demandé la levée du blocus en « soulignant la nécessité de faire en sorte que les biens et les personnes puissent emprunter régulièrement et durablement les points de passage de Gaza »² et « que l'aide humanitaire, y compris les vivres, le carburant et les traitements médicaux, puisse être distribuée sans entrave dans tout Gaza ».

Depuis sa mise en place, de nombreux rapports d'organisations internationales et d'ONG dénoncent les conséquences humanitaires du blocus de Gaza sur la population palestinienne. Pour briser ce siège, des associations et individus, anglo-saxons pour la plupart, rassemblés au sein du *Free Gaza Movement*³ dépêchent depuis 2008 des convois de biens de première nécessité à destination de Gaza. Il s'agissait de leur neuvième traversée. Sur les 8 convois précédents, 5 avaient pu accoster à Gaza. Mais, après l'offensive israélienne de décembre 2008, les suivants furent arraisonnés par Israël. Trois autres convois, par voie terrestre cette fois, furent aussi organisés par l'association britannique *Viva Palestina*, qui dispose de multiples relais internationaux.

Ils ont réussi à acheminer leur chargement à Gaza en passant par Rafah, à la frontière avec l'Égypte. La « Flottille de la Liberté », quant à elle, rassemblait le *Free Gaza Movement* et d'autres associations basées essentiellement en Suède, France, Grèce et Turquie. Elle transportait plus de 10 000 tonnes de matériel humanitaire réparti dans une dizaine de bateaux avec plus de 700 participants.

Tout comme pour les actions « Un bateau pour Gaza » en 1988 et « Un avion pour Gaza » en 2001, menées par des organisations belges, dont Oxfam Solidarité, l'Association belgo-palestinienne et le CNCD-11.11.11, un double objectif est poursuivi par ces opérations : humanitaire et politique. Il s'agit d'apporter une aide aux Palestiniens tout en attirant l'attention sur le blocus et la crise humanitaire qui en est la conséquence.

Comme le blocus lui-même, l'attaque de la flottille est contraire au droit international, puisqu'elle s'est déroulée dans les eaux internationales, en violation du principe de liberté de navigation en haute mer. Surtout, cette attaque interroge sur la fuite en avant sécuritaire pratiquée par Israël.

Devant l'inaction des États et des organisations internationales, ces actions de solidarité apparaissent être le seul recours. Mais tant qu'aucune forme de pressions ou de sanctions n'est adoptée à l'égard d'Israël pour l'amener à se conformer au droit international, il poursuivra la doctrine de la force qu'il a fait sienne. Doctrine qui accroît l'insécurité dans la région et éloigne toute perspective de résolution du conflit israélo-palestinien.

1/ Suite à la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas le 14 juin 2007 2/ Résolution 1860 du Conseil de sécurité adoptée par 14 voix pour et une abstention (États-Unis). 3/ Le mouvement s'est rapidement internationalisé et comprend désormais des associations et des individus d'un peu partout dans le monde, mais surtout en Europe, Palestine et Israël.

La Belgique, présidente d'une Europe en crise

NICOLAS VAN NUFFEL
Directeur département plaidoyer,
CNCD-11.11.11

Présidence belge Que va-t-on présider ?

Bien souvent, on dit l'Europe trop éloignée de ses citoyens. Les raisons sont multiples. La complexité de ses institutions y est pour quelque chose. Petit rappel pour commencer.

Pour bien comprendre le rôle que la Belgique va jouer pendant ces quelques mois, il faut d'abord relever la complexité des institutions européennes. Les traités reconnaissent en effet l'existence de pas moins de sept institutions !

Parmi celles-ci, quatre¹ sont à pointer, qui jouent ensemble le rôle dévolu au parlement et au gouvernement dans les États-membres : élaborer les lois et les faire appliquer.

Le processus législatif européen implique globalement trois institutions :

- la **Commission**, qui dispose du principal pouvoir d'initiative en la matière ;
- le **Parlement**, où siègent les députés que nous avons élus en 2009 ;
- et le **Conseil de l'Union européenne** (UE), où siègent les ministres des États-membres. C'est cette dernière institution que la Belgique dirigera pendant les six derniers mois de l'année 2010. Les ministres se réunissent en fonction des sujets et de leurs compétences : il existe ainsi un Conseil «Ecofin», qui réunit comme son nom l'indique les ministres de l'Économie et des Finances, ou un Conseil Santé-environnement, regroupant les titulaires de ces portefeuilles dans les États-membres. Chaque conseil est présidé par le ministre compétent du pays occupant la présidence... avec désormais une exception : depuis l'adoption du Traité de Lisbonne, c'est la Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et le politique de sécurité, en l'occurrence l'anglaise Catherine Ashton, qui préside le Conseil des Affaires étrangères, compétent pour les relations internationales et notamment pour la coopération au développement.

- Pour ne pas simplifier les choses, il faut préciser qu'il existe encore un **Conseil européen**, à ne pas confondre avec le précédent, qui réunit les chefs d'État et de gouvernement et a pour mission principale de donner les grandes impulsions politiques et stratégiques à l'UE. C'est ce dernier qui coordonne désormais le Président de l'Union européenne, un certain Herman Van Rompuy.

Pas évident de s'y retrouver dans cette multiplicité d'acteurs !

Mais ce qu'il faut principalement en retenir, c'est que la Belgique présidera durant six mois les Conseils des ministres européens et aura donc l'occasion de jouer un rôle plus important dans la définition de l'agenda, en y plaçant les dossiers qui lui tiennent à cœur. Et, s'il est vrai que la création du poste de Haut Représentant pour les affaires étrangères change quelque peu la donne, la Belgique jouera malgré tout un rôle important dans ce domaine, en une période de transition où les nouvelles institutions cherchent encore leur place.

De plus, les Affaires étrangères et la Coopération ne sont pas les seuls domaines qui ont une influence sur les pays en développement. Ainsi, les décisions des ministres de l'Environnement, des Finances ou encore de l'Agriculture ont un impact énorme, non seulement dans nos propres pays, mais aussi sur le reste du monde. Or, ces conseils-là seront bien présidés par des ministres belges. L'occasion pour eux d'encourager leurs collègues à prendre des mesures fortes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, lutter contre la spéculation financière ou encore préparer une future politique agricole qui garantisse des prix justes pour le producteur et le consommateur...

1/ Les trois autres sont la Cour de justice, la Banque centrale et la Cour des comptes.



L'Europe, un nain géopolitique?

ARNAUD ZACHARIE.
Secrétaire général du CNCD-11.11.11

Pendant des siècles, l'Europe a dominé le monde. L'exploitation coloniale et la révolution industrielle lui ont permis d'asseoir une suprématie que seuls les États-Unis et le Japon sont venus altérer au cours du 20^e siècle. Mais alors que débute le 21^e siècle, la montée en puissance des pays émergents du Sud, sur fond de crise européenne, semble faire de plus en plus d'ombre à l'Occident en général et à l'Europe en particulier. Cette dernière doit dès lors s'adapter à la nouvelle configuration des relations internationales. S'en donnera-t-elle les moyens ?

L'essentiel de l'ordre international a été construit à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Une bonne part des organisations internationales actuelles, telles que l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale ont été créées à cette époque. Les pays du Sud, toujours colonisés, n'avaient pas grand-chose à dire, voire pas du tout pour la plupart d'entre eux. C'est donc sur base de ces rapports de forces, largement favorables aux pays occidentaux, que les modes de décision de ces organisations ont été définis.

La fin de la Guerre froide n'a fait que renforcer cet état de fait. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a ainsi pris naissance en 1995 selon des règles reflétant largement les intérêts commerciaux occidentaux. Le Consensus de Washington¹, proné dans les pays en développement par le FMI et la Banque mondiale, reflétait la suprématie idéolo-

gique occidentale en matière d'économie politique internationale. En 1999, le passage à la monnaie unique en Europe consacrait une étape cruciale dans le processus d'intégration économique de l'Union européenne (UE), première puissance commerciale dans le monde.

La fin de l'ordre ancien

Pourtant, les déboires internationaux de l'Europe ne se sont guère faits attendre. La guerre en Irak a ainsi créé de profondes lézardes au sein de l'UE. La « Lettre des Huit »² a marqué une profonde division entre ce que Donald Rumsfeld, le secrétaire d'Etat à la Défense des États-Unis de l'époque, a ironiquement appelé la « vieille » et la « nouvelle Europe ».

Quelques mois plus tard, en septembre 2003, le sommet de l'OMC à Cancún (Mexique) débouchait sur un cuisant échec. À la base de ce revers : une coalition de pays du Sud décidés



« L'UE PREND LA FORME D'UN « ARROSEUR ARROSÉ », INCAPABLE DE SORTIR DE LA CRISE GRECQUE SANS FAIRE APPEL AU FMI, COMME LES PAYS DU TIERS MONDE »

à refuser toute négociation commerciale à l'OMC tant que les États-Unis et l'UE n'acceptent pas un accord favorable à l'agriculture dans les pays en développement. Mais, alors que Pascal Lamy, commissaire européen au commerce de l'époque, tablait sur un éclatement de cette coalition du Sud, elle est au contraire restée soudée, provoquant l'échec du sommet.

Depuis lors, les négociations n'ont jamais véritablement repris, sinon pour tenter en vain de les relancer. Cet échec a incité l'UE à lancer une série de négociations commerciales régionales avec les pays ACP, les pays de l'Asean ou encore le Mercosur³. Mais la plupart de ces négociations, plusieurs années après leur lancement, n'ont toujours pas abouti.

Pendant ce temps, les pays émergents ont redoublé d'efforts pour revendiquer une démocratisation des organisations internationales. C'est dans le cadre des institutions financières internationales que cet appel a été le plus entendu. En effet, la Banque mondiale et le FMI, surpris par la crise financière de 2008-2009, ont vite compris qu'ils étaient en manque de fonds pour faire face aux besoins. Or ces deux institutions fonctionnent sur une base censitaire: plus un État membre cotise, plus il a de droits de vote.

Cela a immanquablement donné des idées aux pays émergents, à commencer par la Chine, qui ont accumulé des cen-

taines de milliards de dollars de réserves de change depuis le milieu des années 2000 et disposent donc des moyens pour augmenter le capital de la Banque et du Fonds. C'est ainsi que la Chine et quelques autres pays émergents (Corée du Sud, Mexique, Turquie...) ont bénéficié, en avril 2010, à la Banque mondiale, d'un transfert d'un peu plus de 3% des droits de vote détenus jusque-là par des pays européens (Belgique, France, Allemagne, Grande-Bretagne...). Si cette évolution n'a qu'un impact mineur, elle reflète néanmoins les nouveaux rapports de force géopolitiques.

Le nouvel ordre multipolaire

Le monde a changé et ce n'est sans doute qu'un début. La montée en puissance de l'Asie semble inexorable, même si elle ne sera pas exempte de crises à terme. A contrario, l'UE prend la forme d'un « arroseur arrosé », incapable de sortir de la crise grecque sans faire appel au FMI, comme les pays du tiers-monde après la crise de la dette du début des années 1980. C'est en effet un véritable plan d'ajustement structurel⁴ qui a été négocié en contrepartie du plan de soutien à la Grèce, ainsi que dans les autres pays visés par les attaques spéculatives (Espagne, Portugal, etc.). Le corollaire de cette

réalité est que l'harmonisation sociale européenne semble enfin sur les fonds baptismaux: elle se fera par le bas à coups de plans d'austérité et de dumping social !

Mais ce n'est là qu'une nouvelle illustration des désillusions européennes. Ainsi, en décembre 2009, à Copenhague, lors du sommet sur le climat, l'Europe a semblé être tenue à l'écart des décisions finales négociées par les États-Unis, la Chine et l'Inde. L'UE soutenait pourtant une proposition ambitieuse, offrant 30% de réduction d'émissions de CO₂ en 2020 si les autres pays riches défendaient le même objectif. Mais cette position a purement et simplement été snobée par les autres pays, à un point tel que l'Europe s'interroge depuis lors sur la pertinence de l'objectif qu'elle s'était fixé.

Quelques jours auparavant, une autre réunion, beaucoup plus discrète celle-là, s'était tenue à Genève sur le fonctionnement de l'OMC. Pour la première fois, les négociateurs

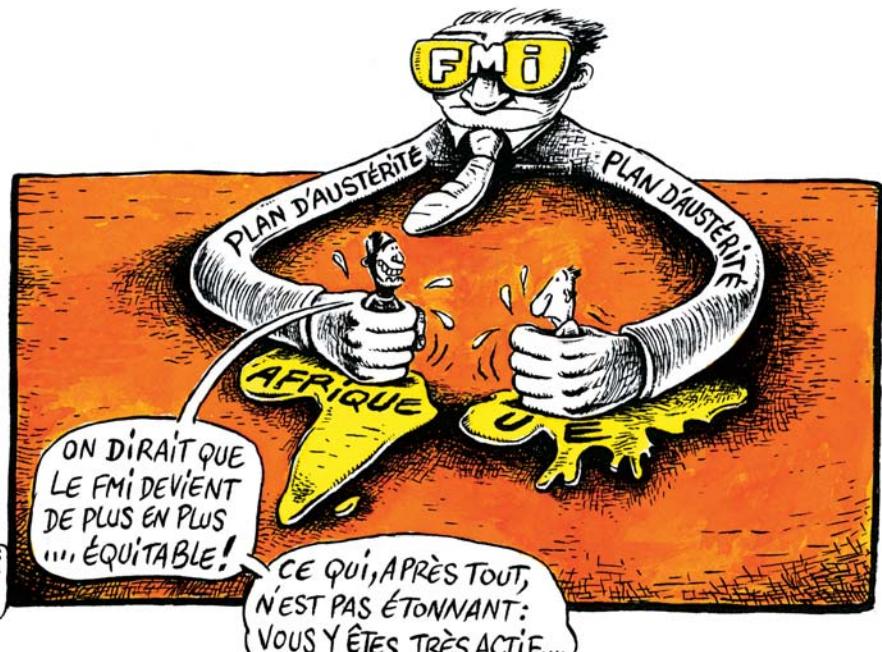
1/ La teneur du Consensus de Washington a été résumée en dix commandements par John Williamson en 1990: austérité budgétaire, réforme fiscale, politique monétaire orthodoxe, taux de change compétitifs, libéralisation, compétitivité, privatisation, réduction des subventions, déréglementation, droits de propriété renforcés.

2/ Les huit signataires étaient Vaclav Havel, République tchèque; Jose Maria Aznar, Espagne; José-Manuel Duro Barroso, Portugal; Silvio Berlusconi, Italie; Tony Blair, Grande-Bretagne; Peter Medgyessy, Hongrie; Leszek Miller, Pologne; Anders Fogh Rasmussen, Danemark.

3/ ACP = groupe de 79 États d'Afrique des Caraïbes et du Pacifique. Asean = Association des nations du Sud-Est asiatique.

Mercosur = Marché commun du Cône sud (Amérique du Sud).

4/ Politique économique imposée par le FMI en contrepartie de l'octroi de nouveaux prêts ou de l'échelonnement d'anciens prêts. Ce type d'ajustement a pour finalité d'assurer que le pays pourra reprendre le service de sa dette extérieure (paiement des intérêts et remboursement des prêts). L'ajustement structurel repose habituellement sur les recettes du Consensus de Washington.



européens et américains y ont paru sur la défensive face aux pays émergents. Pourquoi ? Tout simplement parce que désormais, les pays émergents sont devenus les plus compétitifs dans plusieurs secteurs et ont donc intérêt à le libéraliser. C'est notamment le cas de la Chine qui se profile en « atelier du monde », l'Inde en « bureau du monde » et le Brésil en « ferme du monde ».

« DÉFINIR UNE NOUVELLE ARCHITECTURE MONDIALE IMPLIQUE UN COMPROMIS NORD-SUD INÉDIT. MAIS CELA IMPLIQUE INITIALEMENT DE SAVOIR QUI ON EST, CE QUE L'ON VEUT ET CE QU'ON EST PRÊT À NÉGOCIER »

Ces nouvelles rivalités sont également visibles en Afrique, où anciens et nouveaux pays industrialisés se concurrencent pour avoir accès aux ressources naturelles locales. C'en est ainsi fini du monopole occidental en Afrique. Les Européens ont beau dénoncer le peu de respect des droits humains par les Chinois ou les risques d'endettement des pays africains, la critique sonne creux et est facile à esquiver : c'est l'hôpital (européen) qui se moque de l'infirmerie (chinoise).

S'adapter au nouvel ordre

En perte de vitesse à l'échelle internationale, l'UE a tenté de réagir en adoptant le Traité de Lisbonne, pour sortir de l'impasse de l'échec du projet de Constitution européenne. Selon ses concepteurs, s'il y avait bien une mesure positive dans ce « mini-traité », c'était la création d'un « Haut Représentant pour les Affaires étrangères », afin de clarifier le visage de l'Europe dans le monde. Mais on en ressort avec un monstre à trois têtes : le président de la Commission européenne (Barroso), celui du Conseil européen (Van Rompuy) et le Haut Représentant. Finalement, qui représente le véritable visage de l'Europe dans le monde ?

Un monde multipolaire ne signifie en rien la victoire du multilatéralisme, qui est au contraire ébranlé par les nouvelles rivalités. Pourtant, c'est bien d'accords multilatéraux dont le monde a besoin pour sortir de la crise financière et climatique. Définir une nouvelle architecture mondiale implique un compromis Nord-Sud inédit. Mais cela implique initialement de savoir qui on est, ce que l'on veut et ce qu'on est prêt à négocier. C'est pourquoi les déboires externes de l'Europe ne seront résolus que si elle règle d'abord ses contradictions internes. C'est d'un véritable « aggiornamento » dont elle a besoin. Ainsi, la mise en œuvre d'une véritable Europe politique, économique et sociale n'est pas seulement une nécessité pour la cohésion interne de l'Europe ; cette évolution est aussi nécessaire pour sa survie en tant qu'acteur majeur dans un monde qui devient multipolaire.

Enfin des moyens nouveaux pour les pays du Sud ?

La Belgique va occuper la présidence de l'UE à un moment charnière au niveau de la régulation financière. En effet, avec la multiplication des crises, des « subprimes » à la dette grecque, l'Europe cherche à remettre de l'ordre dans son système financier. L'objectif premier est bien sûr de protéger les marchés européens, mais, pour une fois, il n'est pas impossible que les décisions prises puissent avoir un impact très positif pour les pays du Sud.

En effet, si, par exemple, les décideurs européens parvenaient à se mettre d'accord pour s'attaquer réellement aux paradis fiscaux et judiciaires, où se réfugient la plus grande partie des fonds spéculatifs qui attaquent nos marchés, l'impact sur le Sud serait énorme. On estime ainsi que ces pays perdent chaque année plus de 600 milliards de dollars rien qu'en éviction fiscale, l'immense majorité de ceux-ci passant par les paradis fiscaux.

De même, imposer une taxe sur les transactions financières internationales pourrait permettre de faire d'une pierre deux coups : décourager la spéculation en limitant l'intérêt de multiplier les opérations dans un délai très court, mais aussi dégager des moyens substantiels pour répondre aux besoins de développement.

En pleine crise, beaucoup d'États européens peinent à mettre en œuvre leurs engagements en termes d'aide au développement. Ils ont pourtant promis d'augmenter cette aide à hauteur de 0,7% de leur revenu national brut d'ici 2015. La Belgique pourrait donc se servir de son siège de présidente pour suggérer à ses partenaires européens d'innover quelque peu dans la recherche de ressources pour le développement...

La PAC, de moins en moins politique, de moins en moins commune...

La Politique agricole commune de l'UE : stop ou encore ? Trions les critiques portées à son encontre car elles ne se valent pas toutes.

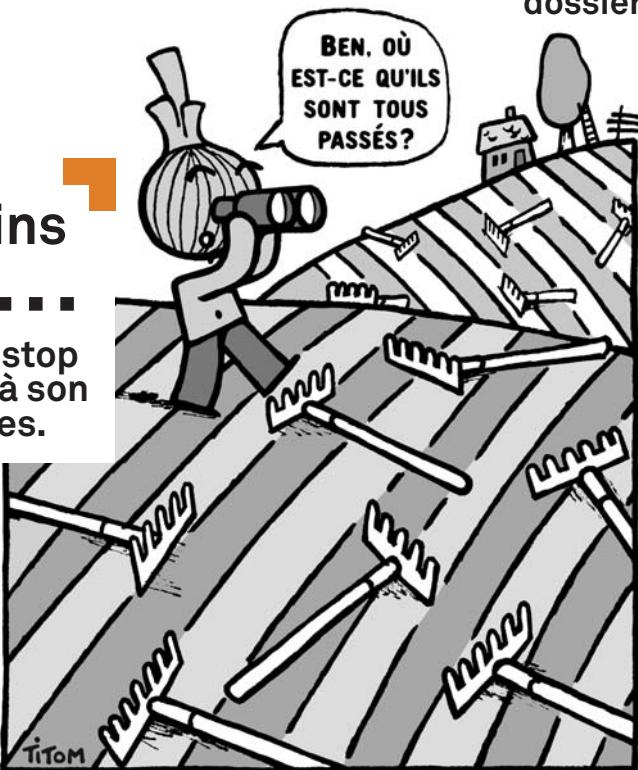
La Politique agricole commune (PAC) est une des premières et principales politiques de l'Union européenne. Elle fait souvent l'objet de nombreuses critiques, pour de bonnes et mauvaises raisons.

Au rayon des mauvaises, on trouve celles portées par ceux qui n'aiment pas l'idée d'un projet européen et encore moins de lui donner un budget collectif. Pour affirmer que la PAC coûte trop cher, deux stratagèmes sont habituellement utilisés. *Primo*, ne pas rappeler que le budget européen est ridicule (1% de notre richesse) ; et 35% de ce budget rikiki destiné à l'agriculture, ce n'est pas trop pour celle qui nous nourrit. *Secundo*, ne pas rappeler que l'essentiel des aides européennes servent à compenser, partiellement, des prix agricoles inférieurs aux coûts de production. En fait, les défenseurs d'une diminution du budget sont les mêmes qui l'ont fait exploser par leurs politiques de libéralisation. Un jour, on emploie les aides pour faire avaler aux agriculteurs la pilule amère des chutes de prix et, le jour suivant, on affirme que tout cela coûte trop cher. Quand on veut noyer son chien, on affirme qu'il a la rage.

Au rayon des critiques légitimes, on retrouve l'abandon d'un vrai projet agricole européen et la priorité donnée au marché européen, la mauvaise répartition des aides et le fait que la PAC soutient trop souvent l'agriculture industrielle, celle qui détruit diversité, emploi et environnement.

60 ans de réformes

La longue évolution de la PAC rend les critiques difficiles. De quelle période parle-t-on ? Instituée en 1951, son objectif est alors de sortir de la dépendance. Comment ? En augmentant la productivité. Le secteur est alors poussé sur la voie de la « modernisation » (mécanisation, chimie, etc.). Les germes de l'industrialisation sont déjà là. Mais il y a aussi des prix agricoles garantis et une protection douanière aux frontières de l'Europe. Dès les années 1970, l'objectif d'auto-provisionnement est atteint. Dans les années 1980, l'Europe doit faire face à des excédents quasi permanents. La PAC est alors réformée pour mieux gérer l'offre. On instaure des quotas de production, on promeut la mise en jachère. Ces politiques fonctionnent et pouvaient encore être améliorées. Mais, à partir de 1992, la PAC abandonne la régulation pour le « tout-au-marché ». L'idée qu'il faut libéraliser et miser sur la compétition domine. Les effets sur les agricultures du Sud vont alors s'empirer et, au Nord, seuls les plus « compétitifs » résistent. Nos campagnes se vident et les problèmes sanitaires et environnementaux explosent.



Agriculture contre services

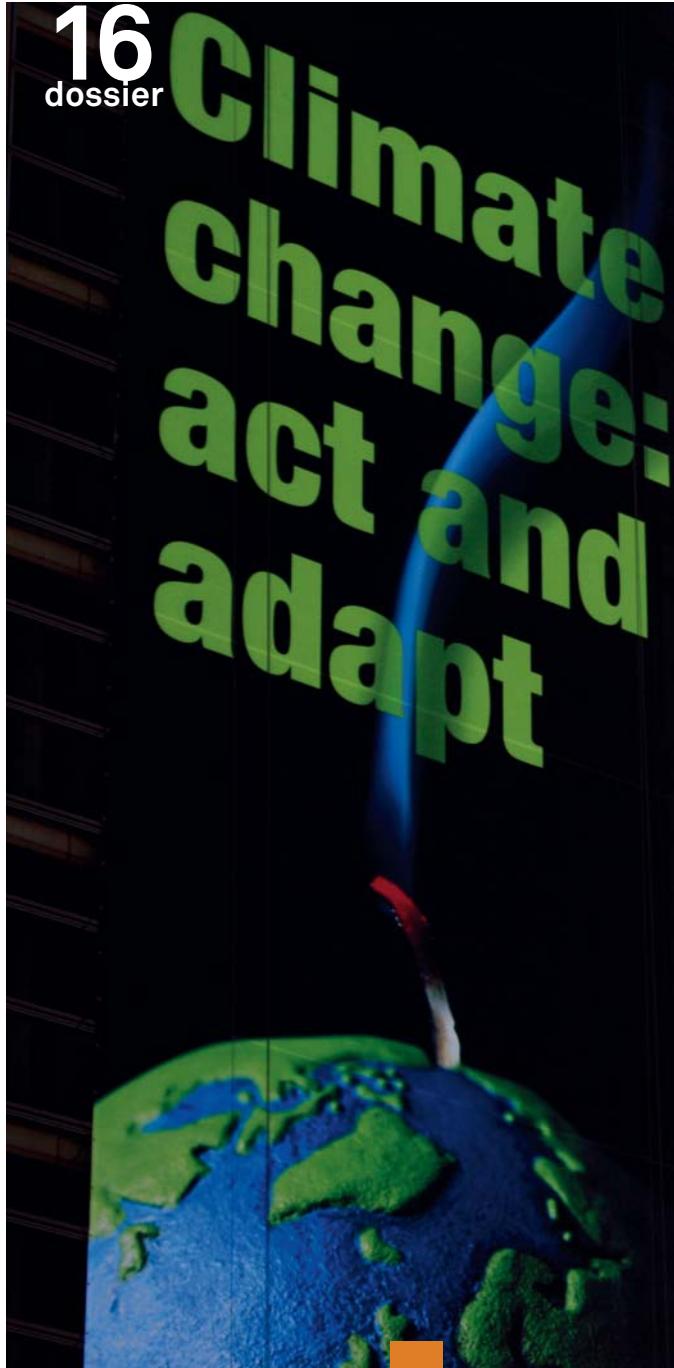
Le réel enjeu des dernières réformes est d'utiliser l'agriculture comme monnaie d'échange dans les négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le calcul est purement économique. Pour arracher un accord de libéralisation sur le commerce des services, l'Europe prétend répondre aux demandes des principaux pays exportateurs (Brésil, Australie, etc.) en diminuant sa protection et donc ses prix agricoles. Les dernières réformes de 2008, comme celle du secteur laitier, vont dans le même sens. Face aux effets négatifs, il semble aujourd'hui que le dogme du « tout-au-marché » a perdu de son lustre. En 2009, 22 pays ont demandé à la Commission européenne de conserver un « cadre régulateur »¹ et de ne pas tout baser sur les marchés.

Une vision commune

C'est dans ce contexte que la Plate-forme souveraineté alimentaire (PFSA) affirme que la priorité n'est pas de courir derrière la conquête de nouveaux marchés, toutes les régions du monde souhaitant produire l'essentiel de leur nourriture. Il faut au contraire orienter la PAC vers une agriculture familiale et paysanne qui assume son droit de se protéger et promouvoir des systèmes de production plus autonomes, relocalisés, diversifiés, régulés, liés au sol et qui limitent la dépendance au pétrole.

Il ne s'agit pas de demander aux agriculteurs de s'occuper d'environnement en les maintenant dans la précarité, mais de les soutenir dans une transition vers la souveraineté alimentaire. Cela prendra du temps et de l'argent, mais on ne change pas le cap d'un bateau en jetant ses matelots à la mer même s'ils ont ramé dans la mauvaise direction, en suivant le courant.

En savoir plus : www.pfsa.be



Climate
change:
act and
adapt

VÉRONIQUE RIGOT

Chargée de recherche, CNCD-11.11.11

Le dessert de la Présidence belge : un mille-feuille de complexité au coulis climatique

On garde le meilleur pour la fin !

La Présidence belge n'échappe pas à l'adage : c'est en effet à la fin de cette année 2010 que le Mexique accueillera le 16^e sommet des Nations Unies sur le climat.

La Belgique, au poste de Chef de la délégation européenne, au sommet nous surprendra-t-elle positivement ?

Fin 2009, le soufflé de Copenhague est lâchement retombé : un accord de principe sur une limitation du réchauffement à 2°C, mou et au goût amer, et une décision sur le financement de l'adaptation aux changements climatiques à court terme (2010-2012), c'est tout ce qu'il en reste. Ce qui a été présenté comme «Accord de Copenhague» est un texte sans statut légal, rédigé en dehors du cadre des Nations Unies, et dont les États ont « pris acte » sans même accorder la même importance à son rôle pour la suite des négociations. Par ailleurs, les États qui se sont engagés au financement à court terme vont utiliser l'aide au développement promise au lieu de dégager des moyens additionnels ! Il reste donc comme un goût amer pour ce soufflé auquel les États avaient travaillé depuis la conférence de Bali en 2007.

« LES MOUVEMENTS NORD-SUD ATTENDENT DE L'EUROPE UN ENGAGEMENT À REDUIRE SES ÉMISSIONS DE 40% D'ICI 2020 (PAR RAPPORT À 1990) ET UN FINANCEMENT DE 35 MILLIARDS D'EUROS À PARTIR DE 2013 »

On remet donc le couvert cette année. À la suite d'une première rencontre au mois d'avril, deux sessions de négociations ont été ajoutées au programme, pour juillet et octobre. D'ici là, les invités se sont réunis pour reprendre les négociations à Bonn, avec le souci de restaurer la confiance entre les parties, en particulier vis-à-vis des pays du Sud.

Dans ce contexte international où les raisons de l'échec de Copenhague n'ont pour ainsi dire pas changé (notamment la réticence de la Chine et des États-Unis à des engagements contraignants), la cuisine interne européenne est pimentée par le flou de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, la crise économique qui ronge son socle de confiance en elle, et les difficultés communautaires du pays qui s'apprête à prendre la Présidence : la Belgique. Nos ministres, en affaires courantes, ont beau nous dire que la crise politique n'aura pas d'impact direct sur la Présidence belge, nous restons sceptiques sur la recette. D'autant plus que la Commissaire européenne Connie Hedegaard annonçait, d'entrée de jeu, qu'il ne faut pas espérer de traité pour cette année à Cancún, mais plutôt l'année prochaine en Afrique du Sud...

La reprise des négociations est très lente, voire très timide, et la table des négociations prend petit à petit des allures de buffet : le bon vieux protocole de Kyoto¹, valeur sûre qui ne décevra pas les plus anciens pays industrialisés, une couche de l'Accord de Copenhague, le tout saupoudré de nouvelles dispositions pour le reste du monde,... Mais qu'à cela ne tienne, il semble que la volonté des Nations

Unies soit de composer avec les goûts de chacun des invités, les couches de complexité institutionnelle s'additionnant comme un mille-feuille. Reste à espérer qu'il prenne, ce mille-feuille... car le coulis de changements climatiques est, lui, malheureusement déjà prêt : hausse du niveau des mers qui menace les îles et les régions côtières, amplification des phénomènes climatiques extrêmes, fonte des glaciers, érosion des terres... Le coulis climatique est synonyme de frein au développement dans de nombreuses régions, et donc de frein à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement². L'enjeu est d'importance, le mille-feuille doit être prêt avant que le coulis ne se gâte définitivement.

La Belgique et l'Europe ont l'opportunité de mettre la main à la pâte d'un bon millefeuille, équitable, ambitieux et contraignant pour clôturer en beauté la Présidence. Les ONG attendent de l'Europe un engagement à réduire ses émissions de 40% d'ici 2020 (par rapport à 1990) et un financement annuel de 35 milliards d'euros à partir de 2013 pour aider les pays du Sud à s'adapter aux changements climatiques.

- 1/ Accord multilatéral lancé en 1997 pour réduire les émissions de CO₂.
- 2/ Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont huit objectifs que les États membres de l'ONU ont convenu d'atteindre d'ici à 2015. La déclaration fut signée en septembre 2000. Les objectifs sont :
 1. réduire l'extrême pauvreté et la faim ;
 2. assurer l'éducation primaire pour tous ;
 3. promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes ; 4. réduire la mortalité infantile ;
 5. améliorer la santé maternelle ; 6. combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies ;
 7. assurer un environnement durable ;
 8. mettre en place un partenariat mondial pour le développement.



Présidence belge : la société civile se mobilise

À partir du 1^{er} juillet 2010, la Belgique présidera le Conseil de l'Union européenne. Pour la société civile, cette Présidence est une occasion politique et médiatique de mettre en lumière ses revendications.

La Plate-forme belge de CONCORD – qui regroupe les deux coupoles et les deux fédérations d'organisations belges de solidarité Nord Sud – a fixé ses priorités sur quatre thèmes : le travail décent, la souveraineté alimentaire, le climat et le financement du développement (un mémorandum complet est téléchargeable sur le site du CNCD-11.11.11).

Au rayon activités, de nombreux événements sont programmés : une conférence transversale (le 14 octobre), quatre séminaires thématiques (sur chacun des thèmes évoqués plus haut), la campagne de sensibilisation durant les festivals d'été mais aussi une rencontre des sociétés civiles Union Européenne – Asie (le « People's Forum », parallèlement au sommet des chefs d'État, dit ASEM www.asem8.be) et une soirée à l'occasion du sommet UE-Afrique.

À suivre sur www.cncd.be



© Solidarité socialiste / Bisan Center

Où ?

Cisjordanie, région de Ramallah.

Contexte

Le contrôle exercé par l'État d'Israël sur les territoires palestiniens occupés est un frein au développement économique des territoires en question et au développement social et humain de leur population. Conséquences : repli sur soi, déclin du niveau d'éducation et montée des extrémismes.

Qui ?

Bisan Center for Research and Development

www.bisan.org

Solidarité socialiste
www.solsoc.be

Quoi ?

« Droit à un travail décent et à une vie digne » : projet impliquant 23 partenaires – en Palestine mais aussi au Brésil, Maroc, Colombie, etc. – structurés en réseaux nationaux et internationaux et 300 organisations communautaires de jeunes, de femmes, de quartier et/ou socioprofessionnelles, structurés en réseaux locaux et nationaux localisés dans les quartiers populaires de grandes villes et les villages.

Soutenir 11.11.11

Compte : 000-0000011-11

www.cncd.be/don



Se construire une vie décente malgré l'occupation

FRÉDÉRIC LÉVÈQUE
CNCD-11.11.11

La Palestine, territoire occupé et morcelé. La Palestine, une économie sous le contrôle d'Israël. La Palestine, une population qui tente de survivre vaille que vaille et de s'organiser pour aller de l'avant. Zoom sur un projet de soutien à des centres communautaires en Cisjordanie.

Depuis la « guerre des Six jours » (1967) avec les pays arabes, l'État d'Israël a entamé un processus de colonisation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et a cherché systématiquement à exercer un contrôle sur la Palestine et ses habitants. Comment ? En occupant sporadiquement ses territoires, en limitant la circulation des personnes et des marchandises et en imposant des restrictions aux entreprises et travailleurs palestiniens. Aujourd'hui, l'« archipel » palestinien est morcelé par les routes de contournement réservées au colons, les check-points et le tristement célèbre « mur de séparation », en construction depuis 2002. Érigé sous un prétexte sécuritaire, ce dernier enferme la Cisjordanie, en y pénétrant toutefois profondément pour intégrer les colonies juives, annexer des nappes phréatiques et priver les agriculteurs d'accès à leurs champs.

« L'OCCUPATION A RETARDÉ L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES »

Dans ce contexte, celui d'une économie d'occupation dépendante d'Israël pour 90% de ses échanges, il est difficile pour la population de trouver un emploi et de se construire une vie décente. Pourtant, les Palestiniens sont un peuple éduqué, plus de 95% des jeunes en âge d'aller à l'école étant scolarisés. Mais, affirme Riad Dissi sur un ton accusateur, « les mesures israéliennes nous empêchent d'aller de l'avant. ».

Riad Dissi est palestinien. Il vit à Jérusalem-Est, la partie « arabe » et occupée de la ville sainte, là où l'Autorité palestinienne aimerait installer la capitale de son futur État. Riad travaille à Ramallah, 15 km plus au nord. Son organisation, le Bisan Center for Research and Development, est partenaire, ici en Belgique, de l'ONG Solidarité socialiste¹ et, avec le soutien de l'Opération 11.11.11, mène un projet de renforcement des capacités des centres communautaires dans des villes et villages de la région; ceux qui, justement, souffrent de l'isolement dû à la politique d'occupation de l'État d'Israël.

Les jeunes en ligne de mire

Le Bisan Center travaille avec 18 centres communautaires. Chacun regroupe environ 200 membres actifs. « Ces centres, c'est le seul endroit du village où le jeune peut avoir une vie sociale », nous dit Riad. Ils ne sont affiliés à aucune organisation politique et sont ouverts à tous, mais l'accent est mis sur la jeunesse. Plus de 65% de la population palestinienne a d'ailleurs moins de 24 ans et ils sont la principale cible des incursions israéliennes. Leurs déplacements sont encore plus restreints car ils sont considérés comme potentiellement plus violents. Leurs opportunités d'études ont diminué. En cause : la situation économique des familles et les bouclages récurrents des Territoires palestiniens, qui empêchent souvent les déplacements vers les écoles et universités. L'histoire

de Radisha n'est qu'un exemple parmi d'autres. Diplômée en éducation physique à l'université de Tulkarem, elle a été forcée de quitter son travail. « J'ai travaillé à Ramallah pendant un an. Mais je n'ai pas continué. Je devais rester parfois un mois ou un mois et demi sans pouvoir revenir dans mon village à cause des incursions et des check-points ». Depuis la seconde Intifada (2000), la plupart des jeunes se trouvent confinés dans leur village sans possibilité de penser et d'envisager l'avenir. Entre 35 et 40% d'entre eux sont sans emploi. Les centres communautaires les incitent à prendre part à la vie communautaire, à penser en tant que groupe et à améliorer ainsi leur estime de soi.

Ouvrir des opportunités

À travers des activités concrètes comme la rénovation et la dynamisation de clubs de jeunes, l'organisation d'activités sportives, la mise en place d'activités culturelles (danse, chant, etc.) ou encore des formations en gestion, le Bisan Center tente de donner de l'espoir et du dynamisme dans une société en

manque d'opportunités à moyen et long terme. Exemple très concret et couronné de succès : la production de savon sans colorants ni produits chimiques à partir d'huile d'olive que Khorlovo Rayan a lancé à Naplouse. « Nous l'avons accompagnée pour louer un emplacement, acheter de l'huile et la former en gestion et en marketing », nous dit fièrement Riad.

Le projet met aussi l'accent sur la population féminine. Car « l'occupation a retardé l'égalité entre hommes et femmes », nous confie Riad. « Il est difficile de travailler dans les villages éloignés car il faut attendre plusieurs heures à chaque check-point. C'est encore plus difficile pour les femmes d'être dehors toute la nuit, car elles sont mères. Les traditions et les mesures israéliennes rendent plus difficile leur accès à l'emploi. Elles ne sont que 16% à travailler. »

Résistance pacifique

Comme en témoigne l'actualité, la tragédie de l'occupation débouche régulièrement sur des épisodes de grande violence. Le Bisan Center tente d'offrir une alternative à cette violence. Exemple : dans la ville de Beit Ur, les soldats israéliens ont détruit de nombreux arbres pour construire le Mur : « On a alors développé le projet de planter 10 oliviers pour chaque arbre abattu. De nombreux jeunes ont participé. Un grand succès ! », nous raconte Riad. « Nous pensons avoir de bons résultats. Certains directs comme l'usine de savon, d'autres plus indirects, car nous donnons aux jeunes un autre choix, celui d'être actifs et pacifiques, plutôt que de traîner à la maison ou dans la rue. » En effet, « certains imitent les soldats et les martyrs », explique Iman, du centre populaire de El Bireh, « notre approche est différente. Nous ne disons pas aux jeunes ce qu'ils doivent penser, nous leur offrons d'autres modèles que celui du martyr. Celui de l'artiste, par exemple ».

1/ En Palestine, Solidarité socialiste travaille également avec les organisations MA'AN et Popular Art Center.



Les bons... et les truands



CHAFIK ALLAL

Chargé d'éducation à Iteco

Introspectus,
la rubrique où le
mouvement Nord-Sud
se regarde dans
le miroir et analyse
pratiques et discours.
Ce mois-ci, carte
blanche à Chafik Allal,
éducateur au Centre
de formation pour
le développement
et la solidarité
internationale, Iteco.

C'est toujours surprenant – pour moi – d'entendre répéter des discours dominants déjà largement connus. Et si ces discours sont tenus par des proches, appelons-les des « amis », la surprise est encore plus grande. Je n'y peux rien. Sur le moment, j'ai juste envie de poser des questions pour comprendre comment de tels amis peuvent se surprendre eux-mêmes à tenir des discours si éculés. À leur place, j'aurais honte ; moins par culpabilité de penser comme les dominants – ce qui n'exige pas un effort surhumain – que par le courage de proposer ces discours comme uniques grilles d'analyse et de compréhension du monde. Tiens, la dernière fois que ça m'est arrivé, c'était au cours d'un barbecue. L'ambiance était sympathiquement non convenue jusqu'à ce que nous parlions de la situation en Thaïlande : une des personnes présentes en revenait, et se pensait faussement légitime comme certains journalistes usant du « j'y étais ». De descriptions en discussions, cette amie en est venue à nous expliquer que les groupes de personnes qui se révoltent actuellement là-bas le font pour soutenir un dictateur corrompu (l'ex-Premier ministre Thaksin Shinawatra). Et au moins à cause de cette corruption, il est clair, selon elle, que nous devrions soutenir le pouvoir actuel. Les discussions étaient closes par une construction d'alternatives infernales : ou tu soutiens le régime en place ou tu soutiens un corrompu ; en tout cas, pas ou peu moyen de penser une révolte s'inscrivant dans un processus historique plus long, éventuelle-

Et maintenant que tu t'en es rendu compte, et que tu es convaincu, comme moi, que c'est complexe, tu te poses la question: pourquoi parle-t-on de cela de manière aussi simplifiée? Une piste serait à chercher du côté de la confiscation des valeurs universelles par l'Occident, pas par calcul machiavélique, ou par théorie du grand complot. Plutôt par désir collectif (souvent inconscient?) de maintenir certains types

et quand il est contesté, on nous renvoie vers des alternatives infernales paralysantes⁶. Finalement, le pouvoir de médiatisation: la description et la problématisation ne deviennent éléments de construction d'idéologies adoptées que s'ils sont médiatisés et publicisés. Et puis, en te martelant la tête, tu finis par croire que ce qu'on te dit est valide. Bien sûr, je sais que toi aussi tu te méfies comme moi, mais même en nous méfiant, les idées finissent par nous traverser les pores de la peau.

Tu me connais maintenant, on peut se tutoyer encore plus facilement: je n'imagine pas un seul instant que ces pouvoirs se construisent ni dans des ateliers clandestins, ni dans une quelconque officine au service des dominants; le pire c'est que ça se fait tout seul. Comme ça. Oui j'exagère parce que je dois avancer dans mon article et que je n'ai pas le temps d'aller dans l'analyse, mais retiens bien que j'insiste sur le fait que ce n'est pas un complot.

Pourquoi je te parle de ces pouvoirs? Si tu suivais un peu, tu devrais te rappeler que je devais répondre à la question de la section précédente. Pourquoi parle-t-on de la corruption (qui est, comme je te l'ai suggéré, une notion bien complexe) de façon aussi simplifiée ou simpliste? Tu fais le lien toi aussi? C'est bien ça, en gros, les pouvoirs de description, de problématisation et de médiatisation trouvent en la corruption un allié de poids pour être renforcé. Si je confisque les idées et les mots qui décrivent ce qu'est un truand, qui disent les problèmes que j'ai avec les truands, je peux médiatiquement décrire les truands et, si nécessaire, les décrire comme des truands. Tu en concluras par toi-même que je suis bon. Reste à savoir que désigne le «les» dans «les

«L'OCCIDENT S'ARROGE LE POUVOIR DE DESCRIPTION DE TOUT CE QUI SE PASSE DANS LE MONDE»

ment en lien avec la crise financière passée en Asie. Ou d'avoir d'autres pistes de lecture du contexte¹.

Ce n'est pas la première fois qu'une grille de lecture liée à la corruption atterrit, s'impose ou est imposée pour comprendre un problème. Et je ne sais pas si tu as remarqué, elle est évidemment liée à un ailleurs plus ou moins précis. En Belgique francophone, on utilise la corruption pour expliquer de nombreuses situations: par exemple, un peu en Thaïlande, un peu en Amérique latine, et beaucoup en Afrique. Ailleurs, en Flandre, au hasard, de nombreuses personnes peuvent même élargir l'utilisation pour justifier des impossibilités de coopération avec la Wallonie; en Israël, on parle régulièrement de corruption pour expliquer le non développement des Palestiniens, ou bien même pour justifier l'impossibilité de faire la paix avec eux², etc. Tu le constates par toi-même, comme je le constate: pour le moment, l'utilisation de cette notion permet surtout de donner un caractère de description, d'analyse, et d'explication – potentiellement totalitaires – de l'état d'un groupe humain, d'un pays ou d'une société, et si nécessaire, de justifier «nos» actes vis-à-vis d'eux. Car en creusant bien, je me rends compte que la notion de corruption est polysémique, qu'elle a des significations sociales différentes, qu'elle englobe des pratiques différentes, et qu'elle peut avoir lieu dans des contextes différents. Si tu cherches un peu, tu peux t'en rendre compte également³.

de rapports de domination. Outre les rapports de domination classiquement cités (économiques par exemple), il y a des rapports de domination tellement intériorisés qu'ils en deviennent «naturels». Pour ne pas te fatiguer, je vais prendre trois exemples de tels types de domination: pour commencer, l'Occident (et moi avec) s'arroge, sans consulter quiconque, le pouvoir de description de tout ce qui se passe dans le monde. Si je devais exagérer (et sache que j'exagère parfois), je dirais que la vérité d'une description se doit d'être occidentale ou assimilée: tu peux ne pas me croire; fais-toi ta propre idée sur la question, en lisant par exemple l'excellent livre commis par Sophie Bessis⁴. Pour illustrer cela, je t'informe que, récemment, même un film fictionnel présentant une vision différente de celle des dominants a été largement décrié et jugé comme comportant des informations inexactes et fausses⁵.

Une fois les évènements décrits, les dominants se permettent de donner les seules problématisations valides: le pouvoir de problématisation des évènements du monde est rarement partagé,

1/ Je t'avoue néanmoins mon manque de connaissance du contexte thaïlandais. 2/ Le fameux exemple d'Ariel Sharon traitant feu le Président Yasser Arafat de corrompu et justifiant ainsi l'impossibilité de négocier avec un corrompu des accords de paix. 3/ « Lexique de la corruption pour les novices », Ch. Chatelle et Ch. Allal in Antipodes num 187 « corruption et transparence », déc. 2009, www.iteco.be 4/ « L'Occident et les autres », Sophie Bessis, La Découverte Poche, 2003; dont la quatrième de couverture commence par « l'Occident gouverne le monde depuis si longtemps que sa suprématie lui paraît naturelle ». Ça promet pour toi, comme lecture sur la plage en été, je t'envie. 5/ Informe-toi sur la polémique née du film « Hors-la-loi » parlant de la guerre d'Algérie, polémique née même avant qu'il ne soit projeté à Cannes en 2010, et donc essentiellement pas encore vus par les protagonistes de la polémique. 6/ Rappelle-toi le pouvoir paralysant de la belle expression « la rue arabe gronde » dont tu peux trouver une excellente analyse dans un livre édité par le CETRI « La "rue arabe" au-delà de l'imaginaire occidental », Asef Bayat, Etat des résistances dans le Sud 2010 – Monde arabe Vol. XVI-2009/4, www.cetri.be



décrire comme des truands»? Tu me fais plaisir là, car tu poses des questions (im)pertinentes. Ce «les» remplace les adversaires idéologiques, politiques, etc. du moment. Ainsi en est-il des exemples que je t'ai cités plus haut. Il n'est évidemment pas question de faire de la corruption un fléau à combattre dans l'absolu, ça pourrait fragiliser plein d'amis car parmi les dominants, il y en a évidemment qui sont largement corrompus⁷. Bon je peux avancer un peu maintenant? Je te rappelle mon hypothèse: la non corruption fait partie des valeurs confisquées par des dominants de l'Occident (au départ) et de plus en plus par des dominants des pays du Sud en vue de renforcer certains rapports de domination. Mais, comme tu sais, ces gens-là sont des gens bien et civilisés: ils ont décidé d'éviter de plus en plus de parler de corruption, il paraît que c'est stigmatisant (d'autant plus que les populations d'ici commencent à

qui va dans le sens d'exemples renforçant ce que je te dis et que je vais devoir partager avec toi: au Gabon, un communiqué officiel a annoncé l'achat par l'État gabonais, pour cent millions d'Euros, d'un immeuble à Paris pour le président Ali Bongo¹⁰ au nom de la «bonne gouvernance» et de la «transparence»¹¹. Annonçant cela comme une

ici? Beaucoup et peu. Déconstruire, déconstruire et déconstruire. Je te le dis trois fois pour les trois pouvoirs que je t'ai cités tout à l'heure. Je ne tiens pas spécialement à ce que tu le lises, mais si ça peut t'aider, il y a, par exemple, l'ONG ITECO qui a fait une première tentative pour déconstruire les discours sur la corruption¹³. Où j'ai appris par exemple, que la corruption n'est pas une question de culture ou bien qu'il n'est pas prouvé que le système démocratique est le plus efficace pour lutter contre la corruption. J'ai aussi compris comment l'ONG Transparency International a construit sa légitimité et son pouvoir à partir d'un indice largement décrié scientifiquement. Et pour construire cette légitimité et asseoir ce pouvoir, cette ONG le fait précisément par les descriptions, problématisations et médiatisations dont je t'ai parlés¹⁴. Peut-être que les ONG devraient également continuer à résister au kit «Transparency International» et aux grilles de lecture simplistes du contexte, qui commencent à être largement à portée de mains. Nous sommes certes poussés par le vent pour épouser l'air du temps, sous peine de disparaître. Mais comme dirait l'autre, si nous pouvions nous éviter les destins de girouettes, ça serait au moins ça de gagné sur l'époque.

«QUAND ON PARLE DE BONNE GOUVERNANCE, ÇA SOUS-ENTEND QUE LA GOUVERNANCE N'ÉTAIT PAS BONNE AVANT, VOIRE MAUVAISE»

prendre cette valeur au sérieux et commencent à parler de personnes politiques corrompues, ici même; affreux boomerang). Alors quoi? Alors oui. Il fallait positiver. Comme le dit l'air de l'époque. On a transformé cela. On ne parle plus tellement de corruption⁸. Il paraît que ça ne fait pas distingué. On a transformé la lutte contre la corruption en une version plus positive: lutte pour la bonne gouvernance. Ça fait classe non? Oui je sais, la bonne gouvernance n'est pas que cela. C'est cela aussi. Ça n'a pas été inventé dans des officines, mais cette fois, on sait comment ça a été inventé: dans les bureaux des institutions internationales. Ils ont juste été un peu maladroits: quand on parle de bonne gouvernance, ça sous-entend que la gouvernance n'était pas bonne avant, voire mauvaise. Voire. Meilleure gouvernance aurait été plus approprié peut-être. Ou peut-être pas⁹. La forme change, l'idée reste quasi la même. D'ailleurs, comme tu as de la chance, je suis tombé ce matin sur une information

pratique de bonne gouvernance, ce dominant¹² ne peut pas être accusé de corruption pour cela et dans le contexte actuel, n'y pense même pas. Et d'autres exemples existent un peu partout, où au nom de la bonne gouvernance, parfois de lutte contre la corruption, on va un pas plus loin: on emprisonne, on arrête, on juge des adversaires politiques sous le regard des politiques occidentaux, parfois d'ONG, attendris par la rapide appropriation – par des amis ou des «qui vont devenir des amis» – de la lutte pour les valeurs «universelles».

Alors, tu me diras: et que faire avec tout ça quand on travaille dans une ONG

7/ Ne me pose pas la question du «qui» s'il te plaît, tu peux poser cette question à plein de personnes autour de toi qui ont foison d'exemples à te donner 8/ En tous cas, les dominants des dominants n'en parlent plus, exception faite d'un certain ex-ministre belge au sujet de la RDC.

9/ Se rendant compte de la boulette, dans les institutions internationales, on «lutte» maintenant pour enlever l'adjectif «bonne» pour parler uniquement de gouvernance à améliorer. 10/ Tu sais Ali – le fils de son père – Bongo 11/ In Le Canard enchaîné, mercredi 26 mai 2010, page 3.

12/ Certes pas occidental mais ami et protégé de la France. 13/ Et plein de vraies découvertes pour moi au sujet des idées reçues sur la corruption et autres in Antipodes num. 187 «Corruption et transparence» déc. 2009, www.iteco.be 14/ Tu permets ou pas, je triche un peu avec toi: je fais une publicité pour un article que j'ai commis moi-même. Mes circonstances atténuantes, c'est que cet article était une expérience où j'ai beaucoup appris sur le sujet.

Chronique subjective
et complètement à l'ouest,...
GÉRARD MANRÉSON,
professeur à HECC
Haute école du Café du Commerce

« Nous sommes tous partenaires »

Cette Europe, elle a la main sur le cœur! Si, si, je vous jure, on est les plus généreux: plus de 50% de l'aide aux pays pauvres, c'est nous! Notre drapeau mérite bien ses 12 étoiles et Herman devrait d'ailleurs troquer son deux-pièces austère pour un costume rouge à bord blanc et le bonnet de même couleur qui va avec.

On a la main sur le cœur, donc, et on rappelle sans arrêt que les Américains, eux, ils l'ont sur le portefeuille – ah, les fourbes! – et les Chinois,... haaa ces salauds de Chinois... Ils sont vraiment pires que des colons,... de vrais pillieurs. Et je peux vous dire, qu'on s'est bien passé le mot: des Affaires étrangères au Commerce en passant par la Commission, ... et tous les autres...

Qu'on vienne nous parler d'annuler la dette, de cesser d'exporter nos déchets, de contrôler nos transnationales... tadaaaam: on sort Super Joker: « Faites pas ch... déjà qu'on aide plus que les autres ». Ça c'est de la com'.

Certes il reste des ingrats. Tout ce pognon en com' et en bureaux d'études pour que des « fouille-merde » viennent mesquinement relever les pratiques de nos banquiers, les contrats iniques, les ventes d'armes... Ils gâchent le métier.

Je vais vous dire, moi, la « vérité vrééé »: ces « empêcheurs de libéraliser en rond », ils travaillent contre les pauvres du Sud. En cassant l'image immaculée de l'Europe, ils diminuent notre capacité de gagner de nouvelles parts de marché, donc moins de croissance, donc moins d'argent donc moins de solidarité. Et toc. Pour donner quelques poissons aux pauvres du Sud, on doit venir pêcher quelques millions de tonnes chez eux, bref faire du « gagnant-gagnant », du « win-win » comme on dit au Berlaymont.

Oups! M... Je viens de dire une connerie... c'était sujet motus,... On vient de soutenir Yann Arthus, pour un long reportage sur la diminution du poisson en Afrique à cause – je vous le donne en mille – des Chinois. Pas un mot sur les bateaux européens. On ne doit pas les voir du ciel... Clâââsse, non?

Vraiment, ces Chinois, des sauvages. Nous, Européens, au moins, on parle d'égal à égal, nous sommes tous partenaires, on fait des accords de partenariat, d'association, de coopération. C'est cool: comme on discute subitement d'égal à égal, les accords sont super équitables, j'ouvre mon marché, tu ouvres le tien. Un bon plan « win-win », hein!

Toi comprendre? Beaucoup vendre cacao chez nous, et nous acheter banques, téléphone, distribution de l'eau, chemin de fer, mine d'uranium, électricité, vos cerveaux... très bon prix pour cacao...

Mais, noooon, on cause pas comme ça. D'ailleurs, les dirigeants du Sud ont très bien compris tout l'intérêt de ces partenariats...

Ah, attendez, on me dit qu'un nombre important de dirigeants refusent de signer nos contrats... Bon, eh bien, puisqu'on est les plus généreux, on va faire comme avec les Irlandais qui n'avaient pas compris notre projet de Constitution: on va leur donner une seconde chance, sinon ce sera un contrat « perdant-perdant » avec les Chinois.

Merci qui?

L'UE VERSE PLUS DE 50% DE L'AIDE AUX PAYS DU SUD



Des accords de partenariat très économiques...

Signé en l'an 2000, l'accord de Cotonou succède à la convention de Lomé et régit la coopération entre l'Union européenne et 79 pays en développement, réunis au sein de l'appellation « Afrique Caraïbes Pacifique » (ACP). Comme les autres accords d'association signés par l'Europe, l'accord de Cotonou est supposé reposer sur un équilibre entre différentes dimensions: la coopération au développement, la mise en place d'accords de partenariat économique et le dialogue politique. L'Europe met sans cesse en évidence sa volonté de construire un partenariat d'égal à égal avec les pays ACP. Mais quand ses intérêts commerciaux sont en jeu, cette égalité n'est que de façade: la Commission européenne mène une pression énorme sur ses partenaires afin d'obtenir de leur part une libéralisation maximale du commerce, impliquant notamment un abaissement précipité des droits de douane et mettant ainsi en danger les marchés locaux, notamment dans le domaine alimentaire.



Le monde en classe

Chaque mois, découvrez la vie du Sud...

Vous êtes instituteur/trice ?

Partez à la découverte du monde avec vos élèves !

Éveillez vos élèves à la solidarité internationale dès la première année primaire et jusqu'en sixième, grâce à une formule inédite en Belgique francophone !

Depuis plus de 30 ans, le calendrier 11.11.11, vendu au profit de projets de développement dans le Sud, ouvre une porte sur le monde dans bien des lieux, dont de nombreux établissements scolaires.

Nous vous proposons cette année un pas de plus à la découverte du monde...

Le monde aujourd'hui est d'une complexité sans pareille qui parfois désarçonne les adultes que nous sommes. Que dire alors de la compréhension que les enfants en ont ? Souvent aussi les enjeux mondiaux paraissent tellement éloignés de notre quotidien. Et pourtant, rien n'en est. Regardons les rapports interculturels par exemple, les circuits de l'alimentation, la confection des vêtements ou encore la crise climatique. Les enjeux du monde sont à notre porte. Mais comment les rendre à notre portée ? Et mieux, comment les introduire en classe pour travailler et préparer le regard que nos enfants porteront demain sur le monde ?

C'est là tout le défi de l'initiative originale du « monde en classe »

Le principe est simple: chaque mois, les « abonnés » reçoivent un dossier didactique de 20 pages en lien avec la photo du calendrier 11.11.11.

Lorsque les élèves découvrent la nouvelle image du calendrier 11.11.11, en début de mois, ils pourront grâce aux dossiers « Le monde en classe » parcourir un nouveau pays au travers d'un récit original, réaliser des exercices spécifiquement conçus pour chaque cycle, approfondir une nouvelle thématique et, ainsi, être progressivement sensibilisés aux relations Nord-Sud.

Nous espérons que vous réserverez un bon accueil à notre initiative et que vous en parlerez autour de vous : à des enseignants, à l'échevin de l'enseignement et aux directions des écoles de votre commune... afin de nous aider dans la promotion de ce nouvel outil pédagogique !

Nous vous en remercions d'avance !

L'équipe du CNCD-11.11.11

www.cncd.be/lemondeenclasse

